

Monsieur le Président, il n'arrive pas très souvent que la Chambre soit unanime, même sur des questions de politique internationale, mais je crois que la Chambre des communes du Canada parle aujourd'hui, sinon d'une seule voix, certes avec la même conviction et dans un seul but, soit faire savoir le plus clairement possible aux dirigeants de l'Union soviétique et aux peuples baltes que chacun de nous, chacun des Canadiens conteste absolument la façon dont l'Union soviétique a commencé à étouffer les aspirations et les gouvernements légitimes des États baltes.

La véritable question reste pour nous - et je ne crois pas que nous pourrions y répondre ce soir - de savoir exactement ce que le peuple et le gouvernement canadiens peuvent faire en pratique pour renverser la vapeur. Nous sommes tous résolus à faire quelque chose dans les limites des devoirs et des contraintes qu'imposent à notre gouvernement la famille des Nations.

Tous les Canadiens, je crois, sont scandalisés par l'usage brutal et injustifié de la force militaire contre la population et les gouvernements démocratiquement élus des États baltes, la semaine dernière en Lituanie et hier, à Riga, en Lettonie. Nous condamnons une attitude aussi effroyablement répréhensible et nous invitons le président soviétique, M. Gorbatchev, à faire de même.

Personne ne peut demeurer insensible à la lutte vigilante et paisible que mènent les peuples baltes pour recouvrer leur indépendance. Leur avenir est lié au nouvel ordre mondial que nous nous efforçons d'établir, en Europe ou dans le Golfe.

C'est pourquoi ce débat est important. Il importe également d'indiquer clairement aux dirigeants de l'Union soviétique que, quelles que soient nos préoccupations au sujet d'une guerre dans le Golfe où la vie de Canadiens est en jeu, nous ne laisserons personne s'en tirer à bon compte pour les mesures de répression qu'on commence à prendre, et qui sont maintenant très manifestes dans les pays baltes.

Je tiens à féliciter de son excellent travail la députée de Scarborough-Centre, qui préside un comité spécial de députés qui étudient la question des pays baltes. Ils ont travaillé avec beaucoup d'ardeur et de dévouement au nom des communautés baltes du Canada et des gens qui viennent de ces pays.

L'appui du Canada aux pays baltes est inébranlable. Nous reconnaissons leur indépendance de jure. Nous n'avons jamais accepté leur annexion par la force. Nous appuyons le droit de leurs peuples à être maîtres de leur propre avenir. La question que nous devons nous poser est de savoir quelle aide concrète nous pouvons maintenant leur offrir.